

Nous avons déployé des efforts considérables pour faire venir des représentants de l'Indonésie aussi bien que du Mexique. Cependant, pour des raisons de temps, d'argent et de disponibilité, nous n'avons pas pu nous assurer la présence d'un participant mexicain. Nous nous sommes aussi efforcés de prendre contact avec des propriétaires d'entreprises de médias et de les inciter à participer. Mais bien que les propriétaires contactés aient exprimé un vif intérêt pour le thème de la table ronde, un seul a pu y participer. On trouvera la liste complète des participants à l'annexe A.

À la fin de la table ronde, nous avons demandé aux participants de remplir des formules d'évaluation. Nous avons reçu 13 formules remplies, dont nous résumons le contenu dans la section intitulée : Réactions des participants.

Résultats

En général, les discussions étaient très animées. Les participants se sont accordés pour dire que le Canada a un rôle important et exceptionnel à jouer à l'égard du développement de médias libres et indépendants dans la région de l'Asie-Pacifique, dans le cadre d'un programme plus large de renforcement des droits de la personne et de développement démocratique. On a cependant fait observer que, à plusieurs égards, l'expérience canadienne en matière de médias ne peut servir de modèle pour des médias libres et indépendants que dans une mesure limitée. Comme le disait l'un des participants, « au Canada, nous essayons de protéger une culture de démocratie contre une culture de pensée monolithique, tandis que [dans un bon nombre de pays d'Asie] on essaie d'introduire une culture de démocratie dans une culture de pensée monolithique ». Cependant, comme le soulignait un autre participant, le Canada peut faire beaucoup pour « favoriser le processus et le protéger des abus ».

Plusieurs participants ont fait observer que, étant donné que les relations du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique sont en grande partie de nature commerciale, il serait bon d'inviter des représentants des milieux d'affaires aux débats ultérieurs sur ce thème.

L'appui politique des Canadiens est considéré par les participants comme une condition préalable essentielle à l'exécution réussie d'un programme de cette nature par le Canada. Ils étaient aussi d'accord pour dire que, si l'on veut obtenir cet appui, il faudrait que la région de l'Asie-Pacifique fasse l'objet d'une attention plus large, plus approfondie et mieux orientée de la part des médias canadiens.

Les débats de la journée ont donné lieu à l'établissement d'une liste de recommandations précises touchant la manière dont le gouvernement, les journalistes et les organisations de la société civile de notre pays pourraient manifester leur appui à la liberté et à l'indépendance des médias dans la région de l'Asie-Pacifique (voir la section intitulée : Possibilités d'action).